

ARRETE MUNICIPAL PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC RUE DE LA REPUBLIQUE ARRETE N°26-06-017

Le maire de la ville d'Orgelet ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011 ;

Vu la demande en date du 22 juin 2026 de Monsieur DALIERS Matthieu, afin de demander une autorisation d'occupation du domaine public, au niveau du 12 rue de la République, sur deux emplacements le jeudi 25 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement sur le domaine public, sur deux emplacements rue de la République, 39270 Orgelet, afin de permettre le stationnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le jeudi 25 juin 2026, de minuit à 18 heures, une emprise sur la voie publique sera accordée, et, le stationnement sera interdit sur deux emplacements, au niveau du numéro 12 de la rue de la République, conformément au plan présenté ci-dessous ;

Article 2 : Le libre passage des usagers sera assuré par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. Le signalement de l'interdiction de stationner sera à la charge et sous la responsabilité de Monsieur DALIERS Matthieu ;

Article 3 : Monsieur DALIERS Matthieu occupera temporairement le domaine public, les droits des tiers demeurants expressément préservés ;

Article 4 : La présente autorisation ne pourra être ni cédée, ni louée, ni prêtée, et est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait ne pourra donner lieu à une quelconque indemnisation, au titre de l'article R2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques ;

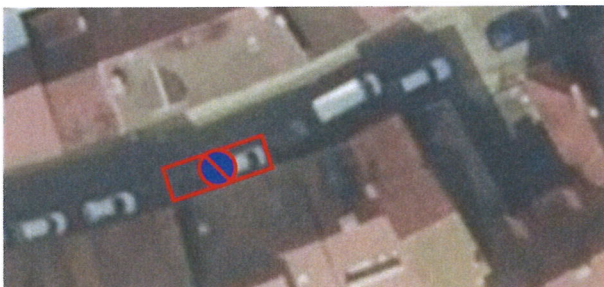
Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément au règlement en vigueur ;

Article 7 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Messieurs les officiers de la police intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur DALIERS Matthieu, à M le Commandant de Gendarmerie, à Mrs les Officiers de la Police Intercommunale.



Le 22 juin 2026,
Le Maire,

Jean-Paul DUTHION